

Les gouvernements arabes ont condamné Israël, mais sans prendre de mesures concrètes à son encontre. L'opposition arabe active est le fait d'acteurs non étatiques tels que le Hezbollah et les Houthis.

Marina Ottaway, spécialiste du Moyen-Orient au Woodrow Wilson International Center for Scholars.

FUMÉE SANS FEU : LES RÉACTIONS ARABES AU CONFLIT DE GAZA

La relation tripartite entre Israël, les gouvernements arabes et la citoyenneté arabe, ou « la rue arabe », a toujours été complexe et pleine de contradictions. Cela est d'autant plus vrai depuis l'attaque du Hamas contre les communautés israéliennes bordant le territoire occupé de Gaza et la guerre qui s'en est suivie, qui a transformé la bande de Gaza en un tas de décombres, déplacé la majeure partie de sa population et fait plus de 30 000 morts parmi les Palestiniens. Les citoyens arabes sont indignés, le gouvernement israélien se cache derrière la nécessité d'éliminer le Hamas pour justifier des politiques qui s'apparentent à une punition collective des Palestiniens, et les gouvernements arabes sont déchirés entre le désir d'éviter une nouvelle guerre avec Israël et celui de répondre à la colère croissante de leurs citoyens. L'indignation exprimée par les citoyens et les gouvernements arabes ne s'est toutefois pas traduite jusqu'à présent, par des actions concrètes. La rage des citoyens et du gouvernement israéliens s'est par contre traduite par la destruction de Gaza.

La crise est survenue à un moment particulièrement délicat, alors qu'un nombre croissant de pays arabes semblaient enclins à normaliser leurs relations avec Israël, sans exiger que la question palestinienne soit d'abord résolue. Pendant des décennies, seuls l'Égypte et la Jordanie avaient conclu des traités de paix avec Israël. Puis, en 2020, les Émirats arabes unis (EAU), le Bahreïn, le Maroc et le Soudan ont signé les accords d'Abraham normalisant les relations avec Israël. L'Arabie saoudite était sur le point de les rejoindre, ouvrant vraisemblablement la voie à d'autres pays. Cet accord

s'est fait au détriment des Palestiniens, car il signifiait la fin des derniers vestiges de la solidarité arabe et leur isolement. La guerre de Gaza a inversé la tendance, mais seulement dans une certaine mesure.

LA RUE ARABE

L'une des principales conséquences de la guerre a été le réveil de la rue arabe, qui ne s'est jamais réconciliée avec l'existence de l'État d'Israël, mais qui était restée largement silencieuse ces dernières années. Aujourd'hui, cependant, l'opinion publique arabe est mobilisée contre Israël et les États-Unis. Selon des sondages récents, le sentiment anti-américain a fortement augmenté : les États-Unis sont perçus comme le facilitateur du massacre de Gaza et, aujourd'hui, de plus en plus d'Arabes dans tous les pays les considèrent comme une menace pour leurs intérêts. Par exemple, une enquête téléphonique menée dans 15 pays arabes et en Cisjordanie par l'Arab Center Washington DC (ACW) a montré une augmentation considérable du soutien aux Palestiniens et de l'opposition aux États-Unis.

L'indignation reflétée par les récents sondages s'est traduite par des manifestations pro-palestiniennes dans de nombreux pays arabes. Cependant, elles n'ont pas été aussi massives ou aussi fréquentes que les réponses aux sondages le suggèrent. L'une des principales raisons est que les Arabes sont relativement libres de répondre comme ils le souhaitent à un sondage, surtout s'il est réalisé par téléphone, mais que dans la plupart de leurs pays, les actions de rue sont soumises au contrôle et à la représ-

sion du gouvernement. La plupart des gouvernements ne sont pas disposés à laisser les manifestants les pousser à adopter des positions plus radicales sur le conflit de Gaza que celles qu'ils ont prises jusqu'à présent.

Il est donc difficile de tirer des conclusions définitives quant à l'impact que la rue arabe aura sur les politiques des États arabes dans le conflit de Gaza. Les citoyens ont peur d'agir et leurs gouvernements non démocratiques ignorent l'opinion publique. De fait, le durcissement des positions à l'égard d'Israël et les sympathies pro-palestiniennes croissantes aux États-Unis et en Europe pourraient avoir davantage de conséquences. Le ressentiment de la population arabo-américaine du Michigan à l'égard du soutien inconditionnel de l'administration Biden à Israël, pourrait coûter sa réélection au président.

GOUVERNEMENTS ARABES

Il n'y a pas de désamour entre les États arabes et Israël, même si le degré d'hostilité varie et si, en général, les pays situés à la périphérie du monde arabe sont plus tolérants que ceux qui sont plus proches de l'épicentre. Les relations entre Israël et les deux premiers pays avec lesquels il a signé un traité de paix – l'Égypte en 1979 et la Jordanie en 1994 – restent froides et peu amicales. En 2020, le Bahreïn et les EAU ont signé de leur plein gré les accords d'Abraham parrainés par les États-Unis et ont immédiatement cherché à tirer parti des opportunités économiques offertes par la normalisation. Le Soudan et le Maroc ont également signé quelques mois plus tard, sans enthousiasme et en échange de concessions américaines : Washington a retiré le Soudan de la liste des pays soutenant le terrorisme et a reconnu la souveraineté contestée du Maroc sur le Sahara occidental. Aucun de ces pays n'a cherché à approfondir ses relations avec Israël, aucun autre ne s'est joint à eux et aucun, y compris l'Arabie saoudite, n'est susceptible de le faire dans les circonstances actuelles.

Dans le discours, la condamnation de la position israélienne par les gouvernements arabes a été unanime. Quelques jours après le 7 octobre, la Ligue arabe a réprouvé fermement la guerre à Gaza et a appelé à son arrêt immédiat, tout en condamnant également l'attentat du Hamas. Le 11 novembre, les participants à un sommet arabo-islamique convoqué par l'Arabie saoudite, ont également réprouvé les actions d'Israël à Gaza, refusé de les justifier par la légitime défense et exigé une résolution contraignante du Conseil de sécurité des Nations unies pour mettre fin à l'« agression israélienne ». Les pays arabes ont également condamné à plusieurs reprises les attaques israéliennes contre Gaza, à titre individuel.

Sous l'image d'une condamnation publique unanime, la position des gouvernements arabes est plus ambiguë en privé, car de nombreux pays arabes ont connu des révoltes internes après 2011 et restent méfiants à l'égard de leurs citoyens. Ils craignent notamment les mouvements islamistes, qui ont démontré leur pouvoir sur la rue arabe à l'époque. En Égypte, par exemple, les Frères musulmans ont remporté les élections législatives et présidentielles de 2012, mais un coup d'État militaire en juillet 2013, a mis fin à leur régime. De nombreux autres



Manifestation pro-palestinienne organisée par les Houthis. Sanaa, 8 mars 2024./MOHAMMED HAMOUD/GETTY IMAGES

pays ont également connu la montée de l'influence et l'impuissance des partis laïcs. La répression a permis de maîtriser cette résurgence islamiste, mais de nombreux gouvernements arabes, conscients que le Hamas est un mouvement islamiste, craignent un retour de pendule vers l'islamisme.

De plus, les pays arabes ne montrent pas un soutien enthousiaste à l'égard des Palestiniens, car ils craignent profondément qu'une solution au problème palestinien se fasse à leurs dépens. L'Égypte et la Jordanie, en particulier, ont de bonnes raisons de se méfier des intentions israéliennes. En 1948, Israël a expulsé quelque 700 000 Palestiniens vers la Jordanie et la bande de Gaza, contrôlée par l'Égypte. Lorsque Israël a occupé la Cisjordanie en 1967, 300 000 autres sont entrés en Jordanie. En réponse aux pressions exercées pour autoriser la formation d'un État palestinien, Israël a affirmé, à plusieurs reprises, qu'un tel État existait déjà, à savoir la Jordanie. De fait, près de la moitié des citoyens jordaniens sont d'origine palestinienne et le gouvernement craint que de nouvelles arrivées massives ne rompent l'équilibre délicat entre les Jordaniens d'origine et les anciens réfugiés palestiniens. L'Égypte se sent également menacée. Elle se méfie profondément du Hamas, un mouvement islamiste destiné à conserver une forte influence à Gaza, quoi que

Le soutien des pays arabes aux Palestiniens n'est pas enthousiaste car ils craignent qu'une solution au problème palestinien se fasse à leurs dépens

fasse Israël. En outre, un exode forcé des Palestiniens de Gaza, que de nombreux membres du gouvernement israélien préconisent ouvertement, entraînerait un flot de réfugiés en Égypte, avec des conséquences économiques et politiques imprévisibles.

Cependant, ni l'Égypte ni la Jordanie n'ont assorti leur condamnation verbale d'Israël de mesures concrètes: la suspension de leurs traités de paix ou quelque chose de plus modeste, comme le retrait de leurs ambassadeurs en signe de protestation. L'Égypte a émis de vagues avertissements selon lesquels elle pourrait être contrainte de suspendre l'accord de paix de 1979, si Israël envahissait Rafah et envoyait des réfugiés sur son territoire. Dans l'ensemble, cependant, le message des deux pays est qu'ils sont consternés par ce qui se passe, mais qu'ils ne veulent pas risquer une nouvelle guerre.

Les pays qui ont normalisé leurs relations avec Israël en 2020 ont également évité de prendre des mesures concrètes, à l'exception du Bahreïn, qui a rappelé son ambassadeur. La volonté des EAU de faire comme si rien ne s'était passé mérite un commentaire. Les EAU sont très attachés à la normalisation des relations avec Israël. Ils considèrent l'accès à la technologie, aux investissements et au tourisme israéliens, comme un élément important de leur transformation d'un pays riche en pétrole à l'économie sous-développée, en une puissance économique moderne – du moins dans la mesure où leur faible population le leur permet. Il est clair que le projet national des EAU passe avant la solidarité avec les Palestiniens.

Seuls deux pays, le Liban et le Yémen, ont été prêts à risquer une confrontation ouverte au nom des Palestiniens. Le Liban, qui a déjà été en guerre avec Israël et a subi l'occupation israélienne d'une partie de son territoire, a été plutôt modéré dans ses actions : pour l'instant, il semble que ce soit plutôt Israël qui provoque le Liban, que l'inverse. Le Yémen, quant à lui, a ouvertement initié le conflit en lançant quelques missiles sur Israël, mais surtout en attaquant des navires transitant par le détroit de Bab el Mandeb et la mer Rouge, ce qui menace indirectement le trafic du Canal de Suez. Ces attaques ont provoqué une intervention militaire directe des États-Unis.

Dans chacun de ces deux pays, le principal moteur de la confrontation n'est pas le gouvernement officiel de la nation, qui est extrêmement faible dans les deux cas, mais un acteur non étatique plus puissant. Au Liban, c'est le Hezbollah qui affronte Israël. Le Hezbollah est né avec le soutien de l'Iran, suite à la guerre civile entre les factions confessionnelles libanaises et à l'invasion israélienne du Liban, dans les années 1980. Depuis lors, il se présente comme le chef de la résistance contre

Israël, refusant de rendre ses armes. Mais l'organisation a également gagné en puissance à l'intérieur du Liban, avec une présence au Parlement depuis 1992 et au cabinet depuis 2005, en alliance avec la principale faction chrétienne. Le gouvernement libanais est impuissant, mais le Hezbollah est une force indépendante, unie, organisée et bien armée. En raison de son contrôle sur le sud du pays, le Hezbollah a été à l'avant-garde des escarmouches avec l'armée israélienne depuis le début de la crise de Gaza, et ces escarmouches peuvent à tout moment déboucher sur un véritable conflit.

Au Yémen également, les attaques contre Israël et les États-Unis ne sont pas menées par le gouvernement officiellement reconnu, qui opère depuis Riyad et contrôle une petite partie du pays, mais par la milice houthie, qui contrôle la majeure partie du territoire, y compris la capitale. Les Houthis sont responsables des attaques contre les navires après le 7 octobre, et les États-Unis bombardent le Yémen pour détruire leurs installations militaires.

En conclusion, la position des gouvernements arabes sur le dernier épisode du conflit israélo-palestinien reste très ambiguë. La plupart des États condamnent fermement Israël, tout en condamnant également l'attaque du Hamas du 7 octobre. Mais la désapprobation ne s'est pas encore traduite par des actions concrètes. De fait, l'opposition arabe active n'émane pas des États, mais d'acteurs non étatiques.

ISRAËL

Il y a beaucoup de feu et pas seulement de la fumée dans la réponse du gouvernement israélien à l'attaque du Hamas ou dans celle de l'opinion publique israélienne. Ils se sont tous unis pour soutenir les attaques dévastatrices contre la bande de Gaza. Mais il y a du feu et de la fumée.

Le gouvernement a rapidement lancé des bombardements implacables sur la bande de Gaza, suivis d'une invasion terrestre, tout en poursuivant sa politique d'expansion des colonies en Cisjordanie et de confrontation avec le Hezbollah à la frontière libanaise. Je ne discuterai pas de la question de savoir si les actions d'Israël constituent des crimes de guerre ou même un génocide, comme le soutient le gouvernement sud-africain dans une affaire portée devant la Cour internationale de justice. Mais il est clair qu'elles vont bien au-delà de la légitime défense, comme l'ont souligné plusieurs organisations arabes et de nombreux analystes. De plus, le gouvernement israélien s'est fixé un objectif – l'éradication du Hamas – qu'il ne peut atteindre, ce qui rend inévitable un conflit long et nécessairement récurrent. Le fait que la réponse israélienne à Gaza soit enchevêtrée dans la politique intérieure compliquée du pays, suggère également que le conflit se prolongera. Le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, a été à la tête d'une série de gouvernements de coalition instables, de plus en plus dépendants des partis d'extrême droite. Il doit rester au pouvoir non seulement pour satisfaire son ambition, mais aussi pour éviter le procès pour corruption qui l'attend s'il perd son siège. Le mécontentement populaire à l'égard de Nétanyahou était grandissant avant le 7 octobre, mais le pays s'est uni après l'attaque du Hamas,



poussé par la perception – encouragée par le gouvernement – que l’existence même d’Israël est menacée.

L’argument a fonctionné pendant quatre mois, aussi bien auprès de l’opinion publique israélienne, que d’une partie de la communauté internationale, y compris l’administration Biden, mais il y a maintenant des signes de dissension. Sur le plan interne, la politique consistant à donner la priorité à la destruction du Hamas plutôt qu’à la nécessité de ramener les otages disparus, est remise en question par leurs familles. À l’extérieur, même les plus fervents partisans d’Israël, ont du mal à accepter le nombre accablant de victimes, le niveau de destruction physique, les obstacles à la distribution de l’aide et, plus récemment, la déclaration d’Israël selon laquelle il a l’intention de mener une opération terrestre contre Rafah, la ville la plus méridionale de Gaza, où il a forcé quelque 1,2 million de personnes du reste de la bande à se réfugier.

La critique des actions israéliennes à Gaza est également motivée par l’intention ouvertement déclarée des ministres les plus à droite du cabinet de Nétanyahou d’expulser autant de Palestiniens que possible de Gaza, d’étendre les colonies en Cisjordanie et même de rétablir les colonies à Gaza, où elles avaient été supprimées en 2005. Les objectifs ouvertement expansionnistes de nombreux membres du gouvernement remettent en cause la ligne officielle selon laquelle Israël ne fait que se défendre.

Il n’y a pas de voix de gauche au sein du cabinet ou même du Parlement pour contrer les déclarations bellicieuses des radicaux de droite. Le Parti travailliste, qui a contrôlé le gouvernement depuis l’indépendance jusqu’en 1977 (bien que sous un autre nom), ne dispose plus que de quatre sièges au Parlement. Quant aux familles des otages qui protestent contre la décision de Nétanyahou, elles sont motivées par un problème immédiat limité et ne constituent pas nécessairement le noyau d’une opposition à long terme. La seule force qui pourrait obliger Nétanyahou à revoir sa politique est

Graffiti exigeant la libération des otages israéliens. Kfar Saba, Israël./AMIR LEVY/GETTY IMAGES

celle des États-Unis, mais l’administration Biden, tout en désapprouvant de plus en plus les actions d’Israël, ne prend pas de mesures concrètes pour les freiner. Jusqu’à présent, il s’agit également de fumée sans feu.

L’attentat du 7 octobre a créé une situation très déséquilibrée. D’un côté, il y a le gouvernement israélien et la plupart de ses citoyens, déterminés à poursuivre une politique dure, qui ne fait aucune concession, non seulement au Hamas, mais aussi aux Palestiniens. Israël, au vu de la situation actuelle, est engagé dans le fait accompli, comme il l’a toujours fait : transformer Gaza en terre brûlée, s’emparer de plus en plus de la Cisjordanie, refuser un cessez-le-feu, menacer de produire des centaines de milliers de réfugiés supplémentaires. Cette politique est susceptible de fonctionner à court terme, car ni les pays arabes ni les États-Unis ne sont disposés à agir, mais le coût pour Israël sera la perpétuation de l’état de guerre.

D’autre part, une rue arabe mobilisée et pro-palestinienne n’a que peu d’impact sur les gouvernements autoritaires du Moyen-Orient. Aux États-Unis, l’administration Biden n’est pas disposée à changer résolument de cap et à prendre ses distances avec Israël, même si elle est consternée par ce qui arrive à la population palestinienne et mécontente du refus d’Israël d’envisager des solutions politiques, plutôt que purement militaires. Israël rejette catégoriquement toute démarche qui permettrait aux Palestiniens d’espérer un avenir meilleur. Il refuse la solution des deux États, l’arrêt des nouvelles colonies en Cisjordanie et la possibilité pour l’Autorité nationale palestinienne de s’exprimer. En conséquence, le conflit se poursuivra et se répétera, Israël ne connaîtra jamais la paix et la vie des Palestiniens se résumera à une misère continue, tandis que le monde observe, critique, mais ne fait rien./